Mots. Les langages du politique

102 | 2013

Les discours sur l'enseignement supérieur et la recherche

Généalogie de la co-construction médiatique du « classement de Shanghai » en France. Corpus de presse et usages sociodiscursifs

Christine Barats et Jean-Marc Leblanc

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/21313>

DOI : 10.4000/mots.21313

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 2 septembre 2013

ISBN : 978-2-84788-414-2

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Christine Barats et Jean-Marc Leblanc, « Généalogie de la co-construction médiatique du « classement de Shanghai » en France. Corpus de presse et usages sociodiscursifs », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 102 | 2013, mis en ligne le 02 septembre 2015, consulté le 21 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/21313> ; DOI : 10.4000/mots.21313

Généalogie de la co-construction médiatique du « classement de Shanghai » en France. Corpus de presse et usages sociodiscursifs

Dans un contexte de médiatisation croissante de classements et de palmarès¹, le classement mondial des universités (Academic Ranking of World Universities, ARWU), classement dit « de Shanghai », s'est imposé en France et a constitué un argument majeur pour justifier des politiques de regroupement d'établissements et de changements de nom (Barats, 2011). Élaboré et mis en ligne pour la première fois en juin 2003 par l'université Jiao Tong de Shanghai, ce classement est publié chaque année sous la forme d'une liste de 500 universités. Réalisé avec un nombre assez limité de critères², peu de moyens et des données obtenues grâce à l'outil internet, il n'avait pas vocation à dépasser les frontières nationales et répondait à une demande locale. Les auteurs, à savoir cinq chercheurs de l'*Institut of Higher Education* de l'université Jiao Tong³, ne disposaient pas d'un service de communication ou d'un service de presse et l'accès à l'information était difficile pour les journalistes.

La presse française a cependant contribué à le co-construire comme un événement annuel, au sens étymologique de « ce qui advient », et comme référence archétypale à la notion de palmarès dans le champ⁴ académique. Nous avons étudié la genèse de cette médiatisation à partir d'une double perspective

1. Palmarès de villes, hôpitaux, lycées, universités... (Espeland, Sauder, 2007), indices de la diffusion d'une culture du classement et d'un gouvernement par les nombres (Desrosières, 2008). Voir le séminaire organisé par Julie Bouchard, « Médias et palmarès », soutenu par la MSH Paris Nord, 2010-2012.
2. Les critères reposent principalement sur l'obtention de prix Nobel ou de médailles Fields et sur la citation des chercheurs dans les revues *Nature* et *Science*.
3. Son principal concepteur, Nian Cai Liu, ingénieur et chimiste de formation, s'est orienté en 1999 vers la recherche sur l'enseignement supérieur.
4. Nous utilisons le terme *champ* pour souligner que les espaces publics sont marqués par des luttes et rapports de force, dans le prolongement des travaux de Pierre Bourdieu. Cependant, notre analyse portant sur les discours, à la fois du point de vue de leurs conditions de production et de leurs modalités de circulation, nous empruntons également à Norbert Elias des notions comme celle d'*interdépendance*.

Université Paris Descartes, Céditec, Université Paris Est Créteil
christine.barats@parisdescartes.fr
Céditec, Université Paris Est Créteil
jean-marc.leblanc@u-pec.fr

communicationnelle et discursive afin de mettre au jour les logiques en présence et d'examiner le processus de co-construction. Nos hypothèses portaient sur le poids des logiques de presse et sur l'intérêt de certains champs pour ce classement, intérêt qui a contribué à la co-construction de cette médiatisation. Pour analyser les modalités d'émergence et de diffusion dans l'espace médiatique de ce classement, nous avons donc circonscrit notre étude à la presse écrite généraliste ainsi qu'à une agence de presse spécialisée dans le domaine de l'éducation et de la formation, de 2003 à 2010.

Espaces publics mosaïques et diffusion du classement de Shanghai : modalités de constitution des corpus

Si les médias construisent l'événement (Verón, 1981 ; Babou, 2004), il ne s'agit pas de réifier l'espace médiatique mais de l'appréhender comme un espace pluriel de circulation et de co-construction de faits ou de problèmes publics (Pailliart, 1995 ; Delforce-Noyer, 1999). Dans le prolongement des travaux de François et Neveu (1999), nous considérons que l'espace public contemporain est constitué d'espaces publics pluriels au sein desquels de nombreux champs sociaux interagissent et ont contribué ou contribuent à la publicisation de ce classement, à savoir principalement le champ politique (discours politiques, rapports parlementaires)⁵, le champ académique (présidents d'établissement, enseignants-chercheurs...) et le champ médiatique.

Les médias et agences de presse sont ainsi coproducteurs du processus. En inscrivant la question des classements dans l'ordre du jour médiatique, les médias et agences de presse leaders vont être repris par d'autres médias. Les médias proposent, d'autre part, des espaces d'expression pour les différents acteurs du champ politique et du champ académique qui vont également participer à la co-construction de l'événement en réagissant au classement, ce qui constitue un indice des controverses et des luttes internes et externes aux champs qui accompagnent la médiatisation de ce classement. La presse écrite et les agences de presse constituent de ce point de vue un espace pertinent pour analyser les modalités d'émergence, de diffusion et de circulation de ce classement.

Ce parti pris théorique et méthodologique nous a conduits à interroger plusieurs bases de données, de 2003 à 2010, sans définir de moments discursifs (Moirand, 2007), afin de constituer deux corpus. À partir de la base de données Factiva, nous avons collecté tous les documents abordant « classement mondial », « classement international » et « classement de Shanghai »⁶

5. Par exemple, le rapport de M. Joël Bourdin, délégation du Sénat pour la planification, 2 juillet 2008 : « Enseignement supérieur : le défi des classements ».
6. Recherche sur les titres et recherche plein texte, avec différentes orthographes pour *Shanghai* : *Shangai*, *Shanghai*.

de juin 2003 à décembre 2010, soit 456 documents⁷ (articles, brèves, interviews, tribunes...) et environ 300 000 occurrences. Ils ont été publiés dans la presse nationale et régionale française et francophone (quotidiens, hebdomadaires, mensuels, journaux en ligne et dépêches d'agence hors AEF, soit 62 sources différentes au total). Ce corpus, volontairement hétérogène du point de vue des supports retenus (périodicités différentes, presse en ligne et presse « papier »), tend vers l'exhaustivité et peut être considéré comme représentatif de la presse dite généraliste, par opposition à une presse dite spécialisée. Ces articles annoncent les résultats de ce classement (construction médiatique de l'événement) et/ou évoquent ce classement dans un contexte de réforme et de mutation de l'enseignement supérieur (événement construit comme référent). Dans le cas de l'AEF⁸, Agence d'informations spécialisées⁹, nous avons collecté 266 dépêches et interviews de 2003 à 2010, soit plus de 157 000 occurrences.

Notre étude a privilégié une approche diachronique et quantitative pour analyser la genèse du processus de médiatisation et de co-construction (corpus de presse de 2003 à 2010 et analyse des signatures des paroles rapportées), un outil de statistique textuelle¹⁰ pour examiner les spécificités discursives de ces corpus et des entretiens compréhensifs menés auprès des journalistes qui ont traité de ce classement¹¹.

Nous présenterons dans un premier temps les résultats de l'analyse diachronique du processus de médiatisation en mettant l'accent sur les logiques de presse¹². Nous montrerons ensuite que l'intérêt de divers champs sociaux pour ce classement a également contribué à cette co-construction et nous examinerons la dimension discursive de cet événement, en particulier les modalités de circulation de ce fait discursif que constitue l'expression « classement de Shanghai », fait discursif qui relève de la notion de « formule » telle que la définit Alice Krieg-Planque (2009, p. 63).

7. Après retrait des doublons et documents en dehors de la thématique.
8. Agence sur abonnement créée en novembre 1997 par Pascal Bouchard et Marc Guiraud.
9. 1100 organisations abonnées en 2011, soit 11 000 lecteurs dont 97 % des universités, de nombreuses écoles et organismes de recherche, une dizaine de ministères et de nombreux médias. Source : entretien du 24 mars 2011 avec un responsable du développement à l'AEF.
10. Lexico3, d'André Salem, Syled, Paris 3 Sorbonne nouvelle.
11. À savoir neuf entretiens, de mars à octobre 2011, d'une à deux heures, auprès des journalistes qui ont rédigé les premiers articles sur ce classement (presse généraliste et agence de presse). Le guide d'entretien portait sur les conditions d'émergence de la médiatisation, et en particulier sur les routines et le travail des journalistes (accès aux sources d'information et modalités de traitement de l'événement).
12. Étude des pics de médiatisation (Verón, 1981) et de leurs caractéristiques (fréquence de traitement, principaux supports de diffusion, contexte sociopolitique...).

Genèse du processus de médiatisation et co-construction de l'événement

Les travaux sur les processus de médiatisation et sur leurs conditions de production (Verón, 1981) mettent au jour le poids des logiques de presse dans la co-construction de l'événement et sa mise en discours. L'exercice concret du travail des journalistes dans le traitement du classement de Shanghai dépend ainsi des spécificités des supports (périodicité, nécessité ou non d'image ou d'illustration) et des conditions d'accès aux sources, en l'occurrence un accès difficile¹³. L'analyse diachronique de nos deux corpus indique que jusqu'en 2005, moins de 10 articles¹⁴ par an sont consacrés au classement (graphique 1).

Graphique 1. Corpus Factiva et AEF :
répartition par année des documents, 2003 à 2010

L'année 2004 cumule en fait les articles sur les résultats du classement de 2003 et celui de 2004. Il y a eu une période de latence de sept mois avant que les résultats du premier classement, parus en juin 2003 en Chine, soient rendus publics en France.

13. Les entretiens menés ont souligné les difficultés d'accès aux sources : absence de service de communication, site en anglais ou en chinois, distance géographique.

14. Nous utiliserons *article* de manière générique, incluant les brèves, les tribunes ou les interviews.

Le nombre d'articles par année augmente significativement à partir de 2006 pour l'AEF (40 dépêches) et à partir de 2007 pour Factiva (74 articles). Proportionnellement à la taille du corpus de l'AEF, le nombre de dépêches consacrées au classement dès 2004 souligne l'intérêt de cette agence pour ce classement, dès sa première édition. C'est en effet l'AEF qui a traité ce classement sous la forme d'une revue de presse en décembre 2003 (extrait du journal *The Australian*) puis sous la forme d'une dépêche, en janvier 2004. L'entretien mené avec la journaliste qui a rédigé cette dépêche¹⁵ a révélé le rôle des sources indirectes d'information, en l'occurrence une lettre d'information de l'université Paris 7 à laquelle elle était abonnée et qui a retenu son attention le 9 janvier 2004, et non pas l'extrait du journal australien.

J'ai été la première en France à en parler, je l'avais dégoté suite à une lettre de veille, la « lettre de Jean Grisel » de Paris Diderot, il y avait une ligne sur ce classement. Que ça vienne de Chine, ça m'a étonnée. À l'époque on regardait les établissements chinois de haut. (Entretien journaliste, AEF, 29 mars 2011)

C'est un site d'information de la Commission européenne qui a rendu public ce classement et a constitué une source indirecte d'information. Nous avons identifié, à partir des entretiens menés, trois principales sources, toutes indirectes¹⁶ : une lettre d'information réalisée par Jean Grisel¹⁷ reprenant un extrait du site Cordis de la Commission européenne consacré à la recherche et à l'enseignement supérieur, le site Cordis (<http://cordis.europa.eu>) et un extrait de la presse australienne. Ces sources indirectes du début de la médiatisation constituent des sources légitimes du point de vue des journalistes car elles proviennent d'institutions connues et reconnues (Schlesinger, 1992).

À partir de 2005, la routinisation du traitement conduit à de nouvelles sources : le site de l'ARWU (travail de veille courant août, date présumée de publication annuelle), les agences de presse (l'AEF ou l'AFP) ou la presse concurrente.

C'est l'AEF qui l'avait sorti... Moi j'ai jamais eu le canal de l'AEF, ce qui est différent de mes confrères qui sont tous abonnés... Tous les ans ça a été un peu la course pour moi pour récupérer le classement... Il sort très vite le classement, il est dans l'AEF et on le retrouve dès le lendemain dans l'AFP. (Entretien *Les Échos*, 27 avril 2011)

15. Elle était chargée de l'enseignement supérieur au niveau international et venait d'être recrutée à l'AEF.
16. Leur ordre est lié à la chronologie du travail des journalistes et pas à celle des sources.
17. Membre du service communication de l'université Paris 7 Diderot, il se définit comme un « veilleur généraliste » et réalise depuis 1998 une lettre d'information gratuite sur abonnement qui porte sur l'enseignement supérieur (entretien, 29 mars 2001).

Logiques de presse : format court et conformité axiologique

Si des doutes quant à la pérennité de ce classement incitent les journalistes à la prudence, son format répond à une contrainte sémiologique fondamentale : un format court et facilement lisible. La présentation en liste et l'apparente simplicité qui en découle ont été des conditions essentielles à la médiatisation.

Le classement de Shanghai, c'est en quelque sorte un raccourci journalistique, il répond à des impératifs de rédaction, ça claque, ça répond à des objectifs de lisibilité, ça a imprimé sa marque tout de suite. (Entretien AEF, 29 mars 2011)

La force de Shanghai, c'est qu'il était le premier, qu'il était simple, y'a pas beaucoup de critères, on parle prix Nobel, du coup ça parle, y'a une certaine rusticité [...]. (Entretien *Le Monde*, 26 avril 2011)

Conforme aux formats courts attendus dans la presse, le classement de Shanghai s'est également révélé conforme à certaines représentations de l'excellence académique. Les journalistes ont ainsi indiqué que la réputation des universités en tête du classement, en particulier de Harvard, de Cambridge ou d'Oxford, avait été considérée comme un indice de fiabilité conformément aux représentations de l'excellence internationale. A contrario, la place des universités françaises constituait un événement car elle mettait à mal leur prestige. Comme le souligne Patrick Champagne, la construction de l'événement induit de manière tautologique qu'il soit médiatiquement et socialement considéré comme tel avant d'être construit comme tel (Champagne, 2000). Si la réputation, historiquement construite, des universités anglo-saxonnes est confirmée par ce classement¹⁸, c'est l'inverse qui se produit dans le cas des universités françaises. La place qu'elles occupent dans le classement¹⁹ les montre du doigt car elles apparaissent comme ne tenant pas leur rang. Le classement produit une logique de « *name and shame* », nommer pour stigmatiser, ce qui souligne la dimension perlocutoire de ce classement.

Intensification de la médiatisation en 2008

Sur la période étudiée, 86 % des documents sont postérieurs à 2006. L'année 2007 marque donc un tournant dans le processus de médiatisation qui se généralise et s'intensifie à partir de cette date. En janvier 2004, trois quotidiens nationaux rendent publics les résultats du premier classement (*Les Échos*, *Libération*, *Le Monde*) ; ils constituent le premier espace médiatique à traiter de cet événement. Le journal *Le Monde* fait partie, avec *Les Échos*, des journaux

18. Soulignons que ce classement est le premier issu du champ académique et non pas du champ médiatique.

19. Première université française, 65^e en 2004.

qui ont le plus traité cette topique sur la période étudiée (respectivement 68 et 67 articles) ; viennent ensuite *Le Figaro* (41 articles) et *La Tribune* (27 articles). Notons la relative surreprésentation de la presse économique, dès le début du processus de médiatisation, et également sur l'ensemble de la période. La diversification des supports qui abordent le classement s'observe en 2006, lors de la publication des résultats du quatrième classement. Le processus de médiatisation est ainsi marqué par des pics et une amplification notable à partir de 2007 (graphique 1). La périodicité de cet événement, à savoir annuelle, s'observe dans la régularité de traitement. C'est un indice de l'intérêt porté à ce classement, construit comme événement : les résultats, peu médiatisés lors du premier classement, seront progressivement l'objet d'une importante et régulière médiatisation. Si l'année 2006 indique une amplification du processus de médiatisation et une diversification des supports (32 documents), c'est l'année 2008 qui se singularise (131 documents). Le traitement atypique de cet événement en 2008 souligne la controverse qui l'accompagne dans un contexte de mobilisations dans l'enseignement supérieur.

« La fusion des universités d'Aix-Marseille est un très bon projet », affirme Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ce jeudi 17 avril 2008, à l'occasion d'un déplacement à Marseille [...] « La fusion, c'est encore mieux car elle donnera une vraie visibilité au plan international », insiste-t-elle [...] « Le classement de Shanghai est très critiquable, mais il existe. Si vous arrivez à réaliser cette fusion, ce sera un acte fort en direction de ce classement », poursuit la ministre. (Dépêche AEF, 17 avril 2008)

Le classement est ainsi une topique des discours, en dehors des périodes d'annonce et de publication des résultats, indice de sa notoriété. Les spécificités de l'année 2008 confirment donc la place que ce classement occupe au fil du temps, à savoir une référence archétypale à la notion de palmarès dans les champs médiatique et académique²⁰.

Dans le cas de l'AEF, d'un strict point de vue quantitatif, 81 % des documents sont postérieurs à 2005, ce qui souligne l'importance de l'année 2006 dans le processus de médiatisation dans le cas de ce corpus. La spécialisation de cette agence et les réactions qu'ont suscitées les premières dépêches²¹ expliquent l'intérêt de l'AEF pour ce classement. L'année 2008 est caractérisée par plus de cinquante dépêches ou interviews, confirmant l'importance de ce classement dans un contexte de contestation. L'intérêt pour ce classement – et pour les classements en général – se confirme avec la mise en place, en 2009, d'un dossier permanent proposé aux abonnés de l'AEF et consacré

20. Ce qui ne présume pas de sa notoriété en dehors de ces champs.

21. Des entretiens menés auprès des journalistes de l'AEF indiquent que les présidents d'établissement ont rapidement réagi à la publication de ce classement. Source : entretiens 27 avril 2011, AEF.

aux classements internationaux²². Les entretiens effectués auprès de responsables et journalistes de l'AEF ont révélé que les dépêches concernant le classement de Shanghai font partie des dépêches les plus lues. C'est un indice supplémentaire de sa publicisation et de l'intérêt qu'il suscite.

De l'événement au référent : circulation de la formule et usages sociodiscursifs

Si les logiques médiatiques construisent l'événement, ce sont les discours qui « font » l'événement (Moirand, 2007). L'étude longitudinale de nos corpus nous a permis d'examiner les modalités de circulation du fait discursif que constitue l'expression « classement de Shanghai » qui relève de la notion de « formule » (Krieg-Planque, 2009). La circulation de la formule est attestée par les signatures des nombreuses paroles rapportées, indices des logiques d'interdépendances et d'interactions entre champs.

Coconstruction et circulation de la formule « classement de Shanghai »

Le syntagme « classement de Shanghai » émerge en 2004, lors de l'annonce des résultats du deuxième classement, et se stabilise en 2005 (août 2005 pour l'AEF, septembre 2005 pour Factiva). Les premiers articles ou dépêches²³, de janvier à septembre 2004, font référence au classement en citant, avec des variations, l'auteur institutionnel, à savoir l'Institut pour l'éducation de l'université Jiao Tong de Shanghai, la récurrence portant sur la ville, Shanghai.

[...] dans le classement des 100 meilleures du monde établi par l'institut pour l'éducation de l'université de Shanghai [...] (AEF, 23 décembre 2003)

Classement des 500 meilleures universités dans le monde établi par l'université de Shanghai : Cambridge se hisse à la 5^e place. (AEF, 12 janvier 2004)

L'université de Shanghai a effectué un classement des 500 universités mondiales... (Les Échos, 16 janvier 2004)

[...] dans le classement mondial établi à l'université de Shanghai [...] (Libération, 22 janvier 2004)

Jusqu'en septembre 2004, deux expressions sont présentes : « Classement des 500 meilleures universités au monde » et « Classement des 500 meilleures

22. Les classements académiques ont émergé aux USA en 1981 avec l'US News and World Report. Ils se sont multipliés et européanisés avec, en novembre 2004, le classement du Times Higher Education, dit classement THES qui est, avec le classement de Shanghai, l'un des plus médiatisés.

23. Cette analyse de discours porte sur les corpus Factiva et AEF. Le terme « dépêche » renvoie au corpus de l'AEF.

universités dans le monde », puis, à partir d'août 2005, on observe un principe d'économie : « classement mondial », « classement international ». L'examen des deux corpus indique que les premières références au classement se caractérisent principalement par l'indication du lieu institutionnel à l'origine du classement, « université Jiao Tong de Shanghai », et par l'objet de ce classement : les « meilleures universités dans le monde ». Ces deux traits vont disparaître, à partir de septembre 2004, au profit de la formule « classement de Shanghai » qui ne fait plus référence ni à l'institution, ni à la dimension académique du classement, signe de sa circulation et de sa banalisation. La constance de la référence au lieu, Shanghai, relève d'une logique de presse qui conduit à un changement de sens du toponyme en discours, de Shanghai, la « ville », à Shanghai qui renvoie à « classement académique » (Lecolle, 2009).

Graphique 2. Comparaison du syntagme « Université Jiao Tong de Shanghai » et du syntagme « classement de Shanghai » sur la partition année, corpus Factiva (Fréquence relative), Lexico3

Nous utilisons le terme *formule* car la stabilité des corpus autorise des études longitudinales menées avec Lexico3. La formule se définit par quatre traits : caractère figé, dimension discursive, référent social et objet de polémiques (Krieg-Planque, 2009). Son caractère figé s'observe dès 2004 (*Libération*, 16 septembre 2004 et AEF, 19 octobre 2004). Le 7 septembre 2005, *Le Figaro* titre pour la première fois (corpus Factiva) : « Classement de Shanghai : les universités françaises reculent ». Sa position en titre est un indice de la stabilisation du figement. Cinquante titres sur les 439 titres du corpus Factiva emploient « classement de Shanghai » dès 2005. Le figement de la formule sur

l'ensemble du corpus Factiva s'observe également par l'étude des segments répétés : 570 emplois sont attestés²⁴. Notons que dès août 2005, les titres de l'AEF annonçant les résultats du troisième classement utilisent la formule.

3	<i>classement de Shanghai</i>	331
6	<i>classement de Shanghai des universités mondiales</i>	12
4	<i>classement de Shanghai des</i>	23
5	<i>classement de Shanghai des universités</i>	18
4	<i>classement de Shanghai est</i>	14
3	<i>classement de Shanghai</i>	227

**Tableau 1. Le syntagme « Classement de Shanghai » et ses variations :
extrait de la liste des segments répétés, Lexico3**

La notoriété du classement est attestée dans les discours par la présence de « fameux », « désormais célèbre », « le très réputé » qui fonctionnent comme des arguments d'autorité (Moirand, 2007, p. 44), dans une dynamique circulaire, voire tautologique et autoproductrice : la médiatisation du classement participe à sa notoriété, la notoriété contribue à accorder du crédit à ce classement et amplifie sa légitimité et sa circulation.

5	<i>le fameux classement de Shanghai</i>	10
4	<i>le fameux classement de</i>	14
3	<i>le fameux classement</i>	15
2	<i>le fameux</i>	23

**Tableau 2. Le syntagme « le fameux » et ses variations :
extrait de la liste des segments répétés, Lexico3**

Dès les premiers articles, la controverse qui accompagne ce classement met l'accent sur les critères retenus et l'évaluation qu'il produit.

Le premier classement mondial publié par l'université Jiaoting de Shanghai qui dresse la liste des 500 meilleures universités du monde entier est impitoyable pour l'orgueil hexagonal : 21 établissements français ont certes été retenus mais les deux premiers se situent seulement à la 65^e place et au 72^e rang. Les fleurons français ne fascinent plus. L'École normale supérieure, le Collège de France, l'École polytechnique tombent dans les profondeurs du classement. Cette perte de prestige s'explique certes par les critères choisis pour l'étude... (*Le Figaro*, 5 juillet 2004)

Des universités déclassées à tort, [...] Reposant donc principalement sur la seule recherche, le classement de Shanghai ne traduit pas la qualité de l'enseignement dispensé. (*Le Monde*, 9 décembre 2006)

24. Nous avons cumulé les variations de graphies pour le toponyme *Shanghai / Shanghai / Shangai*.

[...] L'électrochoc du classement de Shanghai. Ce classement est discutable. N'empêche, il a provoqué un électrochoc dans les milieux universitaires. (*Ouest France*, 3 mai 2007)

Shanghai : un palmarès critiqué mais redouté (Titre, *La Tribune*, 16 septembre 2010)

Le titre de *La Tribune* (16 septembre 2010) est représentatif de la controverse que suscite ce classement et des schèmes argumentatifs qui se développent. Les discours opposent, d'une part, la légitimité du classement liée à sa notoriété et à son origine académique qui font autorité et, d'autre part, son illégitimité liée au choix des critères retenus et à la place qu'occupent les établissements français.

L'analyse de l'évolution morphosyntaxique des expressions attestées dans le corpus indique une tendance vers un processus relevant de l'antonomase. L'extrême simplification de la formule tend à construire une sorte d'appellation, de référent social. Un phénomène comparable s'observe en anglais avec la formule *Shanghai ranking*, privilégiée par rapport au sigle ARWU (*Academic Ranking of World Universities*).

Le figement de la formule et sa circulation s'observent également par la diversité des locuteurs qui l'emploient : journalistes, représentants politiques ou présidents d'établissements, ministres ou représentants du ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche. Trois dispositifs mettent en scène d'autres voix que celles des journalistes : la citation avec la présence de guillemets, la tribune d'opinion qui bénéficie d'une place et d'une typographie particulières et enfin l'interview. Les interviews et les tribunes se multiplient à partir de 2005.

Paroles rapportées et usages sociodiscursifs du classement

Le marquage social (identité institutionnelle, professionnelle et/ou statutaire) que constitue la signature des paroles rapportées nous a permis d'identifier les principaux champs en présence (Fraenkel, 1992). Nous avons considéré les signatures, telles qu'elles figurent dans les corpus, comme des signes permettant d'identifier les différents champs qui ont participé à la co-construction de la médiatisation (311 pour le corpus Factiva et 220 pour l'AEF). Le dispositif de mise en scène et en visibilité de cette parole extérieure, le plus fréquent quantitativement, est celui de la citation (80 % des paroles rapportées, corpus Factiva et 90 %, corpus AEF). Le deuxième dispositif est la publication de tribunes d'opinion qui constituent une « forme d'extériorisation paradoxale » dans la mesure où cette parole extérieure qui figure dans l'espace du support de presse contribue à consacrer l'autorité du journal dans l'espace intellectuel ou politique (Tavernier, 2009). Il y a 45 tribunes dans le corpus Factiva. Le troisième dispositif est celui de l'interview : 40 pour Factiva et 25 pour l'AEF.

Nous avons identifié et recensé, à partir de leur signature (en dehors des journalistes qui signent les articles), tous les locuteurs cités (articles, dépêches) ainsi que ceux qui se sont exprimés (tribunes ou interviews).

L'établissement de la typologie s'est avéré complexe et témoigne de la diversité des acteurs et des rapports de force inhérents aux différents champs identifiés. Notre recherche portant sur la co-construction de la médiatisation, nous avons recensé toutes les signatures telles qu'elles figurent dans les corpus, en tenant compte de leur fréquence²⁵, indépendamment de leur variation d'un support de presse à un autre, selon le corpus retenu²⁶ ou selon la période²⁷. La typologie a été établie de manière itérative. Les critères retenus relèvent de la spécificité de nos corpus et de l'appartenance institutionnelle et/ou professionnelle des locuteurs. Nous avons distingué à un premier niveau cinq principaux champs : le champ académique, le champ politique, le champ économique, le champ de la commission européenne et le champ de la presse qui s'avère marginal²⁸. Afin de valider ou réfuter certaines hypothèses sur les interactions internes à certains champs, nous avons défini quatre catégories pour le champ politique : les représentants de l'État (membres de l'exécutif et du gouvernement), les représentants élus locaux ou nationaux (maires, parlementaires), les représentants de l'administration (au sein de ministères, en dehors du ministre, membres de conseils et commissions rattachés à des ministères) et les représentants syndicaux ou associatifs. Pour le champ académique, nous avons défini trois catégories en fonction des rattachements institutionnels des locuteurs : universités (présidents ou membres), grandes écoles (liste de la Confédération des grandes écoles) et centres de recherche (CNRS, INRA...).

Sur l'ensemble de la période étudiée et au sein des deux corpus, les locuteurs les plus fréquents appartiennent aux champs académique et politique. Dans le cas du corpus Factiva, 57 % des locuteurs relèvent du champ académique (universités, centres de recherche et grandes écoles) et 37 % du champ politique, soit un total de 94 % des paroles rapportées. Dans le cas de l'AEF, la répartition est comparable : 56 % des locuteurs appartiennent au champ académique et 32 % au champ politique, soit un total de 88 %. Si des locuteurs sont communs aux deux corpus (55 locuteurs), certaines institutions ou certains acteurs s'expriment régulièrement sur la période étudiée.

25. Certains locuteurs sont fréquents, parfois avec des signatures différentes.

26. Citons, pour illustrer, Antoine Compagnon qui est cité dans une dépêche du corpus AEF en tant que « président de QSF (Qualité de la science française) » (5 octobre 2006) et qui, dans une interview du corpus Factiva, est présenté comme « professeur au Collège de France » (Le Figaro, 14 octobre 2008), sans référence à QSF alors qu'il en est président d'honneur, ce qui ne fait pas appel au même répertoire d'identité et de légitimité.

27. Citons, pour illustrer, Jean-Pierre Finance, cité en tant que président d'université puis en tant que premier président de la CPU, ou bien Nicolas Sarkozy, président de l'UMP puis président de la République.

28. Il est rare que les journalistes citent leurs confrères.

Graphique 3. Répartition globale des paroles rapportées par champs, corpus Factiva

Graphique 4. Répartition globale des paroles rapportées par champs, corpus AEF

L'étude des paroles rapportées indique que si la médiatisation a été relativement confidentielle jusqu'en 2006, elle a suscité très rapidement de nombreuses réactions du champ académique, en particulier de présidents d'université, dès janvier 2004. Les présidents ou membres d'universités représentent 63 % du champ académique pour Factiva et 62 % pour l'AEF, avec une forte présence des présidents d'établissement : 48 % du champ académique pour Factiva et plus de 49 % pour l'AEF²⁹. Si ce fut un non-événement pour certains établissements, ce fut un événement pour d'autres, comme l'atteste la part des présidents d'université et des directeurs des grandes écoles. Les entretiens ont indiqué que de nombreuses universités et grandes écoles envoient aujourd'hui, au moment de l'annonce des résultats, des communiqués de presse, principalement les établissements cités dans le classement. La part des représentants de certaines universités parisiennes est significative. Les présidents ou anciens présidents des universités Paris 6 et Paris 11 s'expriment régulièrement.

Être 65^e mondial et 17^e européen, ce n'est pas très glorieux. Ce classement est cruel pour notre pays, même s'il comporte des biais. On peut toujours changer de baromètre pour se rassurer. Mais il faut surtout y voir un signal d'alarme de plus sur la maltraitance que subit notre recherche publique. (Gilbert Béréziat, président de Paris 6, interviewé par *Libération*, 22 janvier 2004)

Plusieurs voix françaises se sont élevées contre ce classement basé sur la recherche, notamment Alain Storck (directeur de l'Insa de Lyon), qui explique que « les critères défavorisent les secteurs de l'ingénierie et du management ». (Alain Storck, directeur de l'Institut national des sciences appliquées, cité par *Le Figaro*, 7 septembre 2005)

Certaines universités et grandes écoles ont réagi car elles ne figuraient pas à la place qu'elles escomptaient dans le classement, soulignant la dimension perlocutoire de ce classement qui stigmatise la non-place des universités françaises et induit des réactions pour critiquer ou dénoncer les effets stigmatisants de ce classement.

Elle a décidé d'instaurer une signature unique pour rendre les travaux plus visibles de l'étranger. Une initiative commune à beaucoup d'universités depuis le camouflet du classement de Shanghai. Pourtant, « des chercheurs continuent à n'en faire qu'à leur tête, surtout en pharmacie et en médecine. Sans compter ceux qui sont désordonnés », explique-t-elle. « Autant dire que quand les Chinois établissent leur classement de Shanghai et qu'ils font fonctionner leur algorithme, ils ne risquent pas de nous trouver ! » (Anita Bersellini, présidente de Paris-Sud 11, citée par *Le Figaro*, 21 décembre 2006)

Dans le champ académique, la part des centres de recherche progresse après 2007 et indique une intensification de leur prise de parole, de même

29. 54 présidents sur un total de 113, corpus Factiva ; 48 sur un total de 97, corpus AEF.

que celle des locuteurs issus des grandes écoles, principalement leurs directeurs. L'un des représentants des grandes écoles, l'École des Mines, va ainsi être, en 2007, à l'origine d'un autre classement, le « classement international professionnel des établissements d'enseignement supérieur »³⁰. La part des locuteurs appartenant aux grandes écoles après 2007 s'explique par la médiatisation de cet autre classement qui se présente comme une alternative au classement de Shanghai et qui fait l'objet d'une comparaison explicite.

Si les représentants de l'État sont très présents dans le champ politique avec 63 % des 113 paroles du corpus Factiva, ils représentent 40 % du champ politique dans le cas de l'AEF. Gilles de Robien (ministre de l'Éducation) et François Goulard (ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche) font référence au classement dès 2006. Valérie Pécresse (ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) en fera un usage sociopolitique intense dans un contexte de réformes : 53 paroles rapportées sur le total de 72 des représentants de l'État, corpus Factiva ; 14 paroles rapportées sur un total de 20, corpus AEF. Ainsi, si au début du processus de médiatisation, c'est le champ académique qui est très présent, à partir de 2007, l'intensification de la médiatisation est marquée par une forte présence du champ politique et de la ministre de tutelle.

Le problème du classement de Shanghai, c'est son existence. On ne peut pas l'ignorer, car les étudiants du monde entier s'y réfèrent. La France doit rentrer dans cette bataille mondiale de la connaissance, même si nous préservons certaines spécificités du système français, notamment sur le faible montant des frais d'inscription. Mais nous devons également établir notre propre classement au niveau européen. (Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, interviewée par *Le Figaro*, 27 février 2008)

CONCURRENCER le désormais très fameux « classement de Shanghai », dans lequel, année après année, les universités françaises occupent un rang médiocre. Tel est l'objectif affiché hier par Valérie Pécresse. La ministre de l'Enseignement supérieur souhaite profiter de la présidence française de l'Union européenne pour élaborer un classement européen. (*Le Figaro*, 2 juillet 2008)

Dans le cas de l'AEF, nous avons noté globalement que le profil global des locuteurs est moins diversifié que celui des locuteurs de Factiva. La logique interne de l'AEF en tant qu'agence de presse privilégie plutôt les responsables des champs économiques³¹ et politiques. Ainsi, quel que soit le corpus, la co-construction de l'événement et les interdépendances entre les champs médiatique, académique et politique s'observent dès le début du processus et

30. Établi à partir du nombre d'anciens étudiants figurant parmi les dirigeants exécutifs des 500 plus grandes entreprises mondiales.

31. La présence significative de représentants économiques est sans doute liée au statut de cette agence et aux profils des créateurs qui ont appartenu au champ économique, ce qui facilite l'accès à ce champ.

s'amplifient, avec des pics au moment de la publication des résultats, indices de l'immédiateté des réactions. En 2007 et en 2008, l'intensité de la médiatisation est liée à la surreprésentation des locuteurs issus du champ politique, dans un contexte de réformes et de contestations.

De l'événement au « name and shame »

Limitée, dans un premier temps, à un cercle restreint de journaux, la médiatisation a été co-construite par les réactions et usages sociopolitiques qu'elle a suscités, en particulier dans les champs académique et politique. Cette médiatisation souligne les interdépendances et l'intérêt des champs médiatique, académique et politique pour ce type de classement. La co-construction a ainsi participé à l'inscription de la notion de classement à l'ordre du jour du champ académique et a porté une logique de « *name and shame* », en montrant du doigt les universités françaises qui apparaissaient comme ne tenant pas leur rang.

Références

- BARATS Christine, 2011, « La dénomination comme trace du passé et enjeu. L'exemple des universités parisiennes », *Mots. Les langages du politique*, n° 96, juillet, p. 65-80.
- BABOU Igor, 2004, *Le cerveau vu par la télévision*, Paris, PUF.
- BOUCHARD Julie, 2012, « La fabrique d'un classement médiatique de l'enseignement supérieur », *Quaderni*, n° 77, p. 25-39.
- BRUNO Isabelle, 2008, *À vos marques, prêts... cherchez! La stratégie européenne de Lisbonne, vers un marché de la recherche*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant (Savoir/Agir).
- CHAMPAGNE Patrick, 2000, « L'événement comme enjeu », *Réseaux*, vol. XVIII, n° 100, p. 403-426.
- DELFORCE Bernard, NOYER Jacques, 1999, « La médiatisation des problèmes publics », *Études de communication*, n° 22, Université Charles-de-Gaulle Lille 3, p. 7-39.
- DESROSÈRES Alain, 2008, *Gouverner par les nombres. L'argument statistique II*, Paris, Presses de l'École des Mines.
- ESPELAND Wendy, SAUDER Michael, 2007, « Rankings and reactivity. How public measures recreate social worlds », *American Journal of Sociology*, n° 11, p. 1-40.
- FRAENKEL Béatrice, 1992, *La signature. Genèse d'un signe*, Paris, Gallimard.
- FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, 1999, *Espaces publics mosaïques, acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Res Publica).
- KRIEG-PLANQUE Alice, 2009, *La notion de « formule » en analyse de discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.
- LECOLLE Michelle, 2009, « Changement de sens du toponyme en discours. De Outreau

- “ville” à Outreau “fiasco judiciaire” », *Les carnets du Cédiscor*, n° 11, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 91-106.
- MOIRAND Sophie, 2007, *Les discours de la presse quotidienne*, Paris, PUF.
- PAILLIART Isabelle, 1995, *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellug.
- SALMI Jamil, SAROYAN Alenoush, 2007, « Les palmarès d'universités comme moyens d'action. Usages et abus », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, OCDE, n° 19, p. 33-74.
- SCHLESINGER Philip, 1992, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, vol. X, n° 51, p. 75-98.
- TAVERNIER Aurélie, 2009, « Rhétoriques journalistiques de médiatisation du sociologue. La co-construction de l'expertise », *Questions de communication*, Presses universitaires de Nancy, n° 16, p. 71-95.
- VERÓN Eliseo, 1981, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Minuit.